



HOMMAGE AUX VICTIMES DES MASSACRES D'ORAN

5 JUILLET 1962

Le 5 juillet 1962, deux jours après la proclamation officielle de l'indépendance de l'Algérie, une manifestation fut organisée à Oran par le Front de Libération Nationale (FLN) signataire des accords d'Evian. La date du 5 juillet étant celle du débarquement des troupes françaises en Algérie en 1830, l'objectif était d'effacer symboliquement 132 ans de souveraineté française sur ce territoire.

En fin de matinée, et alors que la manifestation se déroulait dans le centre-ville, de nombreux Européens, hommes, femmes, enfants de tous âges, furent pris à partie, lynchés et massacrés dans les rues, lieux et édifices publics où ils s'étaient réfugiés. D'autres, par centaines, furent pris en chasse et enlevés, souvent même à leur domicile ; la majorité de ces derniers demeurent, à ce jour, portés disparus. Leur assassinat ne fait aucun doute, comme l'établissent tant les témoignages recueillis que les différentes archives consultées par les historiens.

La police et l'armée des nouvelles autorités algériennes, loin d'assurer la protection des européens présents dans la ville, prirent souvent une part active aux rapt, rafles et massacres.

De leur côté, se conformant aux ordres reçus de Paris, les nombreuses troupes françaises encore stationnées à Oran n'intervinrent pas. Seuls quelques rares officiers prirent courageusement, à titre individuel, la responsabilité de contrevenir aux instructions.

Ainsi, le 5 juillet à Oran, se confirmaient les pires craintes que suscitait le retrait de la France de l'Algérie, en mettant fin ce jour-là à la coexistence de populations de toutes origines et de confessions diverses qui ne demandaient qu'à vivre ensemble. Abandonnés sans aucune protection, les Français d'Oran ont dû choisir entre « la valise ou le cercueil ». Ils ont été contraints comme bien d'autres Français d'Algérie avant eux à fuir précipitamment pour un exode définitif la terre à laquelle ils étaient tant attachés.

A l'heure où des voix parlent encore de repentance, nous estimons que la Patrie française à laquelle nous appartenons a le devoir de faire connaître, rappeler à la mémoire, les massacres d'Oran, les douleurs et les préjudices des familles de toutes ces victimes civiles et innocentes auxquelles, en ce jour, nous rendons hommage. Ces douleurs sont aussi celles de toute la communauté des Français d'Algérie qui en sont, bien évidemment, solidaires.